



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/10
5 novembre 2013

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Soixante-et-onzième réunion
Montréal, 2 – 6 décembre 2013

PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUE POUR LA PÉRIODE 2014-2016

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Ce document propose un sommaire des activités prévues par le PNUE pour éliminer les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) pendant la période de planification de 2014-2016. Il contient également les indicateurs d'efficacité du plan d'activités du PNUE et des recommandations aux fins d'examen du Comité exécutif. Le texte explicatif du plan d'activités du PNUE pour la période 2012-2014 est joint au présent document.

2. Le tableau 1 précise les sommes prévues par année pour les activités dans le plan d'activités du PNUE selon qu'elles sont « requises aux fins de conformité » ou « non requises aux fins de conformité ».

Tableau 1

AFFECTATIONS DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUE, COMME PROPOSÉ AU COMITÉ EXÉCUTIF (2014-2016) (000 \$ US)

Élément	2014	2015	2016	Total (2014-2016)	Total (2017-2020)	Total après 2020
Requis aux fins de conformité						
Accords pluriannuels approuvés	3 762	3 152	3 541	10 456	4 865	540
PGEH phase I	346	249	232	828	165	
Préparation du PGEH - Phase II	1 456		170	1 626	4 363	
Phase II du PGEH		1 196	9 830	11 025	20 830	
Non requis aux fins de conformité						
Bromure de méthyle (MB) – ateliers	120			120	0	
Activités de coûts standards						
Programme d'aide à la conformité (PAC)	10 493	10 808	11 132	32 433	47 969	
Renforcement des institutions (RI)	5 047	3 839	5 047	13 934	18 045	
Total global	21 225	19 244	29 952	70 421	96 237	540

Requis aux fins de conformité

Accords pluriannuels

3. Les sommes associées aux accords pluriannuels s'élèvent à 15,9 millions \$ US (dont 10,5 millions \$ US pour la période 2012-2014) pour les activités de phase I du plan de gestion de l'élimination du HCFC (PGEH).

Phase I du PGEH

4. Il y a trois pays (Mauritanie, Soudan du Sud et République arabe syrienne) pour lesquels la phase I du PGEH n'a toujours pas été approuvée. Le plan d'activités comprend 993 291 \$ US, dont 827 961 \$ US pour la période de 2014 à 2016.

Préparation de projets de phase II du PGEH

5. La somme totale destinée à la préparation de projets pour la phase II des PGEH¹ est de 6 millions \$ US, incluant 1,6 million \$ US pour la période 2014-2016².

Phase II des PGEH pour les pays à faible volume de consommation (PFV)

6. Le montant total du financement pour la préparation des projets de la phase II des PGEH dans le secteur de l'entretien des HCFC dans les PFV a connu une réduction de 35 pour cent pour totaliser 533 315 \$ US, dont 270 792 \$ US pour la période de 2014 à 2016. Le Secrétariat a noté, lors de la réunion de coordination, que l'ONUDI a inclus plusieurs projets pour les PFV où le PNUE a été désigné comme agence principale. Cependant, le PNUE n'a pas inclus ces projets dans son plan d'activités. Le PNUE a indiqué qu'il n'a pas inclus les activités pour ces pays notamment parce que les pays ont estimé qu'ils avaient besoin de plus de temps pour évaluer leurs situations nationales et qu'ils désirent également examiner les lignes directrices pour la phase II des PGEH. Néanmoins, le PNUE a indiqué la valeur totale des composantes où le PNUE était l'agence principale dans le tableau 2. Le Comité exécutif pourrait envisager noter que la phase II des PGEH dans les PFV, où le PNUE était l'agence principale pour la phase I, pourrait faire augmenter la valeur totale du plan d'activités, y compris les valeurs non spécifiées après 2020 de 11 400 500 \$ US.

Tableau 2

COÛTS SUPPLÉMENTAIRES POTENTIELS POUR LA PHASE II DES PGEH (À L'EXCEPTION DES COÛTS D'APPUI D'AGENCE) POUR LES PFV OÙ LE PNUE ÉTAIT L'AGENCE PRINCIPALE POUR LA PHASE I DU PGEH

Pays	Coût estimé	Pays	Coût estimé
Bahamas	424 500	Mozambique	424 500
Burundi	457 000	Myanmar	359 500
République centrafricaine	933 000	Nicaragua	424 500
Tchad	879 500	Niger	933 000
Congo	543 000	Rwanda	359 500
Guinée équatoriale	478 000	Sainte-Lucie	196 500
Érythrée	281 000	Serbie	403 500
Éthiopie	424 500	Sierra Leone	283 000
Gambie	281 000	Suriname	283 000
Guatemala	457 000	Ouganda	196 500
Guinée-Bissau	281 000	République-Unie de Tanzanie	281 000
Honduras	902 500	Zambie	424 500
Malawi	489 500	TOTAL GLOBAL	11 400 500

¹ La préparation de projet pourrait être financée pour les activités de la phase II et incluse dans les plans d'activités de 2012-2014 avant l'achèvement de la phase I (décision 63/5 (f) (i)).

² Les lignes directrices pour la préparation de projet de la phase I du PGEH qui ont été appliquées aux demandes de préparation de la phase II sont basées sur les consommations de HCGC de 2007. Les lignes directrices n'ont pas été mises à jour pour remplacer la consommation de HCFC de 2007 avec les valeurs de référence pour la consommation de HCFC.

Phase II du PGEH dans les pays non PFV

7. Le niveau total de financement pour la phase II des PGEH pour les pays non PFV est consacré au secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération pour un montant de 31,3 millions \$ US pour l'élimination totale de 69,6 tonnes PAO, incluant 10,8 millions \$ US pour la période de 2014 à 2016 pour une élimination totale de 29,7 tonnes PAO.

8. Le PNUE a indiqué dans le tableau 3 la valeur totale de la composante du PNUE pour les pays non PFV inclus dans le plan d'activités de l'ONUDI où le PNUE était l'agence principale. Le comité exécutif pourrait souligner que la phase II des PGEH pour les pays non PFV où le PNUE était l'agence principale pour la phase I pourrait augmenter la valeur totale du plan d'activités, y compris les valeurs non spécifiées après 2020, de 6 737 826 \$ US.

Tableau 3

COÛTS SUPPLÉMENTAIRES POTENTIELS POUR LA PHASE II DU PGEH (À L'EXCEPTION DES COÛTS DE SOUTIEN D'AGENCE) POUR LES PAYS NON PFV OÙ LE PNUE ÉTAIT L'AGENCE PRINCIPALE POUR LA PHASE I DU PGEH

Pays	Coût estimé
Bahreïn	500 000
Bénin	1 035 363
Burkina Faso	1 318 300
Côte d'Ivoire	867 700
Équateur	230 000
Gabon	1 053 790
Guinée	1 070 609
Kuwait	1 200 000
Sénégal	1 815 727
Togo	752, 272
Coût total	6 737 826

Non requis pour la conformité

Bromure de méthyle

9. Le plan d'activités inclut 120 000 \$ US pour les activités liées au bromure de méthyle qui ne sont pas requises pour la conformité, incluant des ateliers techniques régionaux pour l'adoption de technologies de remplacement du bromure de méthyle dans la région africaine.

Activités de coûts standards

10. Il est prévu que le coût du PAC sera maintenu aux taux d'accroissement convenus jusqu'à ce jour.

11. Pour les activités de RI, 32 millions \$ US ont été inclus dans le plan d'activités, où 13,9 millions \$ US sont consacrés à la période de 2014 à 2016³. Les niveaux de financement pour le RI ont été approuvés jusqu'en 2015⁴. Le niveau de financement pour le RI pour la période de 2017 à 2020 totalise 18 millions \$ US.

Les ajustements basés sur les décisions existantes du Comité exécutif sur les plans d'activités comme présentés

12. Conformément aux décisions pertinentes adoptées par le Comité exécutif, le Secrétariat a proposé les ajustements suivants au plan d'activités 2014-2016 du PNUE :

- a) Augmenter les valeurs des APA dans les plans d'activités du PNUE pour refléter les dossiers du Secrétariat du fonds de 52 710 \$ US (aucun ajustement n'a été apporté pour la période de 2014 à 2016);
- b) Réduire le niveau de financement pour la préparation de projet pour la phase II des PGEH conformément aux décisions 55/13 et 56/16 pour la période de 2014 à 2020 de 366 596 \$ US (dont 64 351 \$ US pour la période de 2014 à 2016);
- c) Réduire les niveaux de financement fournis pour les PFV à la valeur maximale admissible⁵ pour atteindre une réduction de 35 pour cent de la valeur de référence de consommation de HCFC de 152 496 \$ US pour la période de 2014 à 2020 (dont 84 479 \$ US pour la période de 2014 à 2016);
- d) Modifier les valeurs du RI en fonction du moment où les renouvellements du RI sont requis selon les dernières approbations des demandes de RI et de la structure actuelle de financement totalisant 720 601 \$ US pour la période de 2014 à 2020 (dont 149 500 \$ US pour la période de 2014 à 2016).

13. Le tableau 4 présente les résultats des ajustements proposés par le Secrétariat au plan d'activités 2014-2016 du PNUE.

Tableau 4

RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUE SOUMIS AU COMITÉ EXÉCUTIF, AVEC LES AJUSTEMENTS DÉCOULANT DE DÉCISIONS EXISTANTES DU COMITÉ EXÉCUTIF (2012-2014) (000 \$ US)

Élément	2014	2015	2016	Total (2014-2016)	Total (2017-2020)	Total après 2020
Requis pour la conformité						
APA approuvés	3 762	3 152	3 541	10 456	4 864	593
Phase I du PGEH	346	249	232	828	165	
Phase II du PGEH		1 189	9 751	10 941	20 762	

³ Conformément à la décision 63/5(b), les niveaux actuels de financement pour le RI à des fins de planification des activités pour les plans d'activités pour 2014-2016 sont maintenus jusqu'en 2020 en l'absence d'une décision sur les niveaux de financement jusqu'à ce moment.

⁴ Conformément à la décision 61/43(b).

⁵ Conformément à la décision 60/44(f)(xii).

Élément	2014	2015	2016	Total (2014-2016)	Total (2017-2020)	Total après 2020
Préparation du PGEH - Phase II	1 392		170	1 561	4 060	
Non requis pour la conformité						
Bromure de méthyle - ateliers	120			120	0	
Activités de coûts standards						
PAC	10 493	10 808	11 132	32 433	47 969	
RI	5 047	3 690	5 047	13 784	17 474	
Total global	21 161	19 088	29 874	70 123	95 295	593

Indicateurs d'efficacité

14. Le tableau 5 présente un résumé des indicateurs d'efficacité du PNUD, conformément aux décisions 41/93, 47/51 et 49/4(d).

Tableau 5

INDICATEURS D'EFFICACITÉ

Élément	Objectif de 2014
Nombre de programmes annuels des accords pluriannuels approuvés par opposition à ceux qui sont planifiés	26 (soit 100 % des tranches et des nouveaux accords pluriannuels prévus pour 2014)
Nombre de projets/activités individuels (projets d'investissement et de démonstration, assistance technique, renforcement des institutions) qui ont été approuvé(e)s par opposition à ceux/celles qui ont été planifié(e)s	82 (soit 100 % des projets devant être soumis en 2014)
Activités principales achevées/niveaux de SAO atteints pour les tranches pluriannuelles approuvées par rapport à ceux/celles qui ont été planifié(e)s	18
Élimination des SAO concernant les différents projets par rapport à ceux qui ont été planifiés par rapport périodique	0,1 tonne PAO
Achèvement de projets (conformément à la décision 28/2 pour les projets d'investissement) et selon la définition pour les projets ne portant pas sur des investissements, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	49
Nombre d'activités d'assistance en matière politique/réglementaire, par rapport au nombre prévu	100 % des pays énumérés à l'annexe du texte du budget du PAC du PNUE de 2014 ont soit reçu de l'aide ou ont reçu une offre d'aide
Rapidité du bouclage financier par rapport aux dates limites prescrites par le rapport périodique	À temps
Dépôt des rapports d'achèvement de projet dans les délais prévus, par rapport au nombre convenu	À temps
Dépôt des rapports périodiques et des réponses dans les délais prévus, sauf stipulation contraire	À temps

15. L'objectif du PNUE pour le nombre de projets individuels approuvés devrait être de 63, incluant 2 projets d'assistance technique et 61 projets de RI. L'objectif du PNUE pour les activités principales achevées pour les accords pluriannuels devrait être de 23 pour correspondre au nombre d'accords pluriannuels approuvés. Conformément au rapport d'étape de 2012, en excluant les projets des accords pluriannuels, l'objectif d'élimination devrait être de zéro tonne PAO.

16. Le tableau 6 présente les indicateurs d'efficacité du PNUE pour son PAC, qui ont été adoptés par le biais de la décision 48/7(e).

Tableau 6

INDICATEURS D'EFFICACITÉ POUR LE PROGRAMME D'AIDE A LA CONFORMITÉ (PAC) DU PNUE

Indicateur d'efficacité	Données	Évaluation	Objectifs pour 2013
Suivi efficace des réunions du réseau régional/réunions thématiques	Liste des recommandations émanant des réunions du réseau régional/réunions thématiques de 2011	Taux de mise en œuvre des recommandations de la réunion qui doivent être exécutées en 2010	taux de mise en œuvre de 90 %
Soutien concret aux UNO dans l'exercice de leurs responsabilités, en particulier conseils d'orientation dispensés aux nouvelles UNO	Liste de solutions/moyens/produits/services novateurs destinés à aider les UNO dans l'exercice de leurs responsabilités, et indication précise de ceux qui sont destinés aux nouvelles UNO	Nombre de solutions/moyens/produits/services novateurs destinés à aider les UNO dans l'exercice de leurs responsabilités, et indication précise de ceux qui sont destinés aux nouvelles UNO	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 solutions/moyens/produits/services; ▪ Toutes les nouvelles UNO reçoivent un soutien en matière de renforcement des capacités; ▪ 10 pays additionnels soumettent des rapports de programme de pays en utilisant le système de rapport de données en ligne du Fonds multilatéral.
Aide aux pays se trouvant dans une situation de non-conformité effective ou potentielle (conformément aux décisions de la Réunion des Parties et/ou selon les données et l'analyse de la tendance notifiée en vertu de l'article 7)	Liste des pays se trouvant dans une situation de non-conformité effective ou potentielle, qui ont reçu une aide en matière de PAC, en dehors des réunions de réseaux	Nombre de pays se trouvant dans une situation de non-conformité effective ou potentielle, ayant reçu une assistance en matière de PAC, en dehors des réunions de réseaux	Tous les pays concernés
Innovations dans la production ou la livraison de produits et services d'information mondiaux et régionaux	Liste des produits et services d'information mondiaux et régionaux destinés à de nouveaux publics cibles ou qui atteignent les publics cibles existants sous des formes nouvelles	Nombre de produits et services d'information mondiaux et régionaux destinés à de nouveaux publics cibles ou qui atteignent des publics cibles existants sous des formes nouvelles	7 produits et services de cette catégorie
Étroite collaboration entre les équipes régionales du PAC et les agences d'exécution/bilatérales œuvrant dans les régions	Liste des missions/initiatives conjointement entreprises par le personnel régional du PAC et les agences d'exécution/bilatérales	Nombre de missions/initiatives conjointes	5 dans chaque région

Questions de politique

17. Le PNUE n'a soulevé aucune question de politique en lien avec ce plan d'activités.

Pays pour lesquels les PGEH n'ont pas été inclus dans les plans d'activités

18. Le PNUE a indiqué que les activités de la phase I du PGEH n'ont pas été incluses pour : la République populaire démocratique de Corée en raison des sanctions de l'ONU; la Mauritanie en raison de la vérification en cours des fonds déboursés par le PNUE par l'entremise du bureau du PNUD; et la République arabe syrienne en raison de la situation politique actuelle. Cela indique qu'il n'était pas impliqué dans les autres pays pour lesquels du financement est toujours admissible pour la phase I ou la phase II.

RECOMMANDATIONS

19. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- a) Prendre note :
 - i) Du plan d'activités du PNUE pour 2014-2016 comme présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/10;
 - ii) Que la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC dans les pays à faible volume de consommation (PFV) et les pays non-PFV pour lesquels le PNUE était l'agence principale pour la phase I pourrait augmenter la valeur totale du plan d'activités (incluant la valeur après 2020) de 11 400 500 \$ US et 6 737 826 \$ US, respectivement; et
- b) Approuver les indicateurs d'efficacité du PNUE qui figurent aux tableaux 5 et 6 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/10 tout en fixant un objectif de 63 pour les tranches annuelles des accords pluriannuels approuvés, de 23 pour les activités principales achevées des accords pluriannuels et de 0 tonne PAO pour l'élimination des SAO des projets individuels.

UNEP 2014-2016 BUSINESS PLAN
PRESENTED TO THE
71ST MEETING OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION
OF THE MONTREAL PROTOCOL

OCTOBER 2013



UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

TABLE OF CONTENTS

EXECUTIVE SUMMARY	3
I. METHODOLOGY	4
II. MULTILATERAL FUND TARGETS	4
A. OBJECTIVES OF THE THREE-YEAR BUSINESS PLAN	4
B. RESOURCE ALLOCATION	5
III. PLANNED BUSINESS PLAN ACTIVITIES.....	5
A. NATIONAL LEVEL.....	5
B. REGIONAL LEVEL	6
C. GLOBAL LEVEL.....	6
D. NEW PROJECT TYPES.....	6
IV. PERFORMANCE INDICATORS.....	6
V. POLICY, ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL ISSUES.....	8

EXECUTIVE SUMMARY

The United Nations Environment Programme (UNEP) is submitting this document for the consideration to the 71st meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol. The document presents UNEP's three-year rolling Business Plan for its Montreal Protocol-related activities covering the years 2014-2016. It comprises:

- Narrative.
- Annex I: Projects planned for submission 2014-2016.

The focus and orientation of UNEP's work under this Business Plan continues to be defined by the evolving needs of countries operating under Article 5 of the Protocol ("Article 5 countries") as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations. Through the activities identified in this Business Plan, UNEP will assist the countries with implementing their HCFC phase-out responsibilities including preparation for the 2015 and subsequent reduction steps, the methyl bromide phase out in 2015, and sustaining compliance with ozone depleting substance (ODS) phase out targets already met.

UNEP will achieve its Business Plan objectives by a combination of compliance assistance services delivered as per the 2014 Compliance Assistance Programme (CAP),¹ as well as the ongoing and planned national, regional and global projects detailed in this Business Plan. The latter project services include HPMP preparation and implementation (both Stages I and II), Institutional Strengthening, and Methyl bromide technical assistance.

UNEP will deliver the projects in this 2014-2016 Business Plan, implement projects on behalf of bilateral partners, and perform the project development, monitoring and reporting duties required of all Implementing Agencies through the proposed 2014 CAP Budget.²

UNEP is planning project submissions over the next three years as follows: US\$ 21,225,131 for 2014, US\$ 19,243,985 for 2015, and US\$ 29,952,255 for 2016, all inclusive of the respective annual CAP budgets and programme support costs (PSC).

For 2014, UNEP will prepare and submit 107 projects to the Executive Committee, including new projects, planned tranches of previously-approved multi-year agreements (MYAs), and the annual CAP Budget for the year 2015.

¹ In addition to the projects indicated in this Business Plan, during 2014 UNEP will also provide through its CAP 453 country-specific special compliance services, the operation of 10 Regional/sub-Regional Networks of Ozone Officers, facilitation of South-South cooperation, assistance with regional awareness activities, and provision of a global Information Clearinghouse that provides National Ozone Units with services that include information, communication, education, electronic knowledge management and capacity building.

² This Business Plan provides details about the individual *projects* proposed for UNEP implementation in 2014-2016. UNEP will report details on its performance with implementing those projects through its UNEP's Annual and Financial Progress Report. For details about *non-project-related* activities and services delivered by UNEP through the CAP, please refer to the 2014 CAP Budget submitted to this same meeting.

UNEP proposes to adopt the performance indicators for this Business Plan as decided by the 71st Executive Committee meeting.

I. METHODOLOGY

This section describes the methodology, consultations, guidance and inputs UNEP used when developing this Business Plan:

- During the second half of 2013, UNEP consulted with National Ozone Units (NOUs) in Article 5 countries on their countries' 2014-2016 business planning needs, through dialogues during meetings of Regional Networks of Ozone Officers as well as via direct contact with NOUs.
- UNEP reviewed and drew experiences gained from implementation of its 2013-2015 Business Plan (UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/10), taking into account new trends and emerging developments. UNEP also considered the programmatic direction and activities included in its approved 2013 CAP Budget (Decision 68/18).
- UNEP used the Multilateral Fund's 2013-2015 model rolling three-year phase-out plan (UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/7) endorsed by the Executive Committee meeting (Decision 67/6) as a guidance document for resource planning for the triennium and identification of countries requiring assistance.
- UNEP also followed the guidance provided by the Multilateral Fund Secretariat during the Inter-Agency Coordination Meeting held in Montreal from 24-25 September, 2013.
- UNEP consulted with the other Implementing Agencies and bilateral agencies to increase collaborative and mutually-supportive initiatives and to avoid duplication of effort.
- UNEP considered *inter alia* the following major decisions as guidance for this Business Plan:
 - Decision 70/23: Operation of the Executive Committee.
 - Decision 70/4: Status reports and compliance.
 - Decision 69/5: Consolidated Business Plan 2013-2015.
 - Decision 70/3: 2013-2015 Business Plans and tranche submission delays.
 - Decision 66/8: UNEP Business Plan 2012-2014.
 - Decision 67/6: Updated model rolling three-year phase out plan 2013-2015.
 - Decision 68/18: 2013 CAP Budget.

II. MULTILATERAL FUND TARGETS

A. OBJECTIVES OF THE THREE-YEAR BUSINESS PLAN

The focus and orientation of UNEP's work continues to be defined by the evolving needs of Article 5 countries as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations.

UNEP's proposed 2014 CAP Budget submitted for the consideration of the 71st Executive Committee meeting details UNEP's vision and approach for CAP in 2014. Following that approach, UNEP will provide four tracks of assistance to Article 5 countries:

Track 1: Support Article 5 countries to implement new responsibilities related to HCFC phase out and enable them to expeditiously meet the 2013 and 2015 HCFC control measures

Track 2: Foster strong partnerships in Article 5 countries to meet complete phase out of methyl bromide by 2015, and ensure sustainable compliance of phase-out targets already met

Track 3: Awareness, knowledge-sharing and capacity building services that promote substitutes and alternatives to ODS that minimize the impact on the environment in support of Decision XIX/6

B. RESOURCE ALLOCATION

During this Business Plan period, UNEP plans to prepare and submit for approval the projects as detailed in Annex I: Projects planned for submission 2014-2016. UNEP's proposed resource allocation plan for these projects is as follows:

Project	Type	Value (US\$ inclusive of PSC)		
		2014	2015	2016
HPMP preparation	PRP	1,456,219	0	169,500
HPMP implementation	PHA	4,108,501	4,597,188	13,603,321
Institutional strengthening	INS	5,047,431	3,839,027	5,047,431
Methyl bromide technical assistance	TAS	120,000	0	0
Compliance Assistance Programme	TAS	10,492,980	10,807,769	11,132,002
	<i>Total</i>	<i>21,225,131</i>	<i>19,243,285</i>	<i>29,952,255</i>

III. PLANNED BUSINESS PLAN ACTIVITIES

This section describes costed projects at the national, regional and global levels proposed by UNEP in the 2014-2016 Business Plan period. All of the projects are included in Annex I.

A. NATIONAL LEVEL

Through this Business Plan, UNEP plans to deliver the following projects at the national level during 2014-2016:

- **HPMP project preparation and implementation.** During 2014-2016, UNEP will also assist 21 Article 5 countries with the preparation of their HPMPs (Phase II) in accordance with Executive Committee policies and guidelines. UNEP will also assist Article 5 countries with the implementation of the non-investment components of the HPMPs (both Stage I and II), in cooperation with other Implementing Agencies and bilateral agencies. In total, during this Business Plan UNEP will be the lead agency in 71 countries for the HPMPs and cooperating agency in 28 others.

- Institutional Strengthening projects. UNEP provides 106 countries with ongoing technical assistance and administrative support for the implementation of their IS projects, including the submission of IS renewals and assistance with activities covered by these projects. UNEP will submit such projects as per the appropriate timing and when all the necessary pre-conditions have been met (e.g. disbursement rate, reporting obligations). This service is performed as part of CAP services, with 0% PSC to UNEP.
- New project types. There is one project included in this Business Plan which is Africa - Regional technical workshops for sustainable adoption of methyl bromide alternative technologies.

B. REGIONAL LEVEL

- Africa - Regional technical workshops for sustainable adoption of methyl bromide alternative technologies;

C. GLOBAL LEVEL

There are no new projects included in this Business Plan 2014-2016

D. NEW PROJECT TYPES

UNEP is planning to submit Regional technical workshops for sustainable adoption of methyl bromide alternative technologies in Africa during the 2014-2016 periods:

Project	Objective and main activities
Regional technical workshops for sustainable adoption of methyl bromide alternative technologies	This project aims to address and follow up on the recommendations of the Multilateral Fund's evaluation of methyl bromide projects in Africa (UNEP/OzL.Pro/ExCom/68/11) conducted in 2012. It proposes to do so by addressing the critical areas impeding methyl bromide phase-out as identified by the evaluation and thus contributing to the 100% phase out of methyl bromide in Africa prior to 1 January 2015. The project targets specific countries for assistance on relevant technological, economical, regulatory and policy measures necessary for achieving sustainable methyl bromide phase-out in the countries which are still dependent on use of that ODS for non-QPS sectors.

IV. PERFORMANCE INDICATORS

UNEP expects that the services, activities and projects identified in the approved 2014 CAP Budget and the proposed 2014-2016 Business Plan will result in:

- Improved capabilities and technical skills of NOUs staff to effectively carry out approved phase-out programmes and thus ensure sustained compliance;
- Countries in non-compliance received necessary support enabling swift return to compliance;
- Increased high level political commitment to the ozone agreements;
- ODS phase-out obligations mainstreamed into national environmental strategies/policies;

- Early action taken by countries on the HCFC phase out due to HPMP preparation and information services.
- Increased number of Parties to the Montreal Protocol Amendments;
- Enhanced awareness of users and other relevant stakeholders of forthcoming reductions in ODS supply and availability of viable alternatives;
- All client countries reported Article 7 data by established deadlines and quality of reported data improved;
- Majority of client countries submitted outstanding reports on implementation of their Country Programmes to the Multilateral Fund Secretariat;
- Improved and enforced ODS related legal instruments particularly the addition of HCFCs to licensing systems and initiation of HCFC quota systems;
- NOUs provided with best available information that enable them to make decisions on alternative technologies, sound approaches and methodologies;
- Broadened and strengthened regional cooperation in the implementation of the ozone treaties;
- Increased number of countries benefiting from direct country-to-country assistance;
- Concerted actions taken at national and regional levels to combat illegal trade in ODS;
- Improved access to ODS-related technical information and enhanced experience exchange;
- Indirect support provided for the implementation of investment projects through strengthened institutional and legal frameworks.

Taking into account Executive Committee Decision 41/93 which approved indicators to allow for the evaluation of the performance of all implementing agencies, as well as Decision 66/8 which approved additional indicators specific to UNEP for the last business planning cycle, for 2014 UNEP proposes to use the following performance indicators:

TABLE 1: PERFORMANCE INDICATORS APPLICABLE TO ALL AGENCIES

Item	Weight	UNEP's target for 2014
Number of annual programmes of multi-year agreements approved versus those planned (new plus tranches of ongoing MYAs).	20	26 (i.e. 100% of tranches and new MYAs planned for 2014)
Number of individual projects/activities (investment projects, RMPs, halon banks, TAS, institutional strengthening) approved versus those planned	20	82 (i.e. 100% of projects planned for submission in 2014)
Milestone activities completed/ODS levels achieved for approved multi-year annual tranches versus those planned	20	18
ODS phased-out for individual projects versus those planned per progress reports	5	0.1 ODP tonnes
Project completion (pursuant to decision 28/2 for investment projects) and as defined for non-investment projects versus those planned in progress reports	5	49
Number of policy/regulatory assistance completed versus that planned	10	100% of countries listed in the annex of UNEP's 2014 CAP Budget either received assistance or assistance was offered
Speed of financial completion versus that required per progress report completion dates	10	On time
Timely submission of project completion reports versus those	5	On time

agreed		
Timely submission of progress reports and responses unless otherwise agreed	5	On time

TABLE 2: PERFORMANCE INDICATORS APPLICABLE TO UNEP'S COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME

Performance Indicator	Data	Assessment	UNEP's target for 2014
Efficient follow-up to regional network/ thematic meetings	List of recommendations emanating from 2012 regional network/thematic meetings	Implementation rate of those meeting recommendations that are to be implemented in 2013	90 % implementation rate
Effective support to NOUs in their work, particularly guidance to new NOUs	List of innovative ways/means/products/ services for supporting NOUs in their work, with specification of those destined for new NOUs	Number of innovative ways, means, products, services for supporting NOUs in their work, with specification of those destined for new NOUs	7 such ways, means, products, services; All new NOUs receive capacity building support. 10 additional countries submit CP reports using the Multilateral Fund Secretariat's online data reporting system.
Assistance to countries in actual or potential noncompliance (as per MOP decisions and/or as per reported Article 7 data and trend analysis)	List of countries in actual or potential on compliance that received CAP assistance outside the network meetings	Number of countries in actual or potential non-compliance that received CAP assistance outside the network meetings	All such countries
Innovations in production and delivery of global and regional information products and services	List of global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways	Number of global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways	7 such products and services
Close cooperation between CAP regional teams and Implementing and bilateral agencies working in the regions	List of joint missions/ undertakings of CAP regional staff with Implementing and bilateral agencies	Number of joint missions/undertakings	5 in each region

V. POLICY, ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL ISSUES

None.